

La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 267

du 03.09.11 au 09.09.11
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

CRÉER DES EMPLOIS, REVALORISER LE TRAVAIL ET LES SALAIRES : LES CLÉS POUR COMBATTRE LES MARCHÉS FINANCIERS

Les tenants du système d'économie libérale tentent de convaincre qu'ils ne font que subir les diktats des marchés financiers, de leurs agences de notation et qu'ils n'auraient donc aucune autre solution que d'appliquer des plans d'austérité toujours plus mortifères. Or, il serait pour le moins utile et salutaire de revenir sur la crise de 2008 dite des « subprimes ».

Rien n'a été réglé, c'est la même crise qui se prolonge et s'aggrave !

Le système financier orienté sur les produits spéculatifs et la baisse des salaires mettait alors l'économie mondiale au bord du gouffre et était montré du doigt unanimement. Il n'était plus de bon ton d'en faire les éloges : Les maîtres-penseurs du libéralisme se faisaient discrets et les politiques au pouvoir n'hésitaient pas à annoncer des changements radicaux. Nicolas Sarkozy lui-même parlait de nécessité du retour des Etats, du contrôle de la finance et « de la moralisation du capitalisme »... bref, ceux-là mêmes qui vantaient en 2007 les bienfaits des « subprimes » et appelaient de leurs vœux à les appliquer en France, redevenaient étonnamment les chantres d'un retour à une régulation publique.

L'endettement des Etats, conséquence d'une gestion accompagnatrice de la crise.

Malheureusement, au-delà des discours et de la communication, l'intervention des Etats a bien eu lieu, non pas pour réformer le système générateur de la crise, mais uniquement pour sauver les banques, sans aucune exigence en retour pour que surtout rien ne change !

L'endettement des banques devenait l'affaire des Etats et les plans de renflouement se succédaient sans aucune contrepartie, sans aucune ébauche de réforme du système financier. C'est au contraire un resserrement des crédits aux entreprises et au secteur public qui s'est manifesté, sans que les Etats ne réagissent, entraînant un ralentissement économique sans précédent, des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, une chute vertigineuse des investissements industriels.

Le résultat ne s'est pas fait attendre : La dette publique française passait de 67 % de son PIB en 2008 à 88,4% en 2010, non pas sous l'effet d'un accroissement des dépenses publiques, mais en raison d'une chute des recettes que souligne d'ailleurs le conseil des prélèvements obligatoires en pointant un manque à gagner de 172 milliards d'euros pour les finances publiques en 2010. Il en attribue un tiers aux conséquences de la crise avec l'accroissement du chômage, le reste étant dû aux exonérations multiples intervenues depuis 2007 en faveur des entreprises et des ménages les plus riches, le développement de la précarité du travail et des bas salaires étant associés à une chute brutale des investissements industriels.



Ainsi, malgré des aides considérables consenties aux plus grands groupes, en particulier dans l'auto, c'est 300 000 emplois qui ont disparu dans l'industrie française depuis 2008 entraînant un déficit de la balance commerciale 2011 estimé à 70 milliards d'euros, soit une progression de l'ordre de 30% en un an.



L'austérité est mortifère, c'est l'humain et l'investissement qu'il faut développer.

Contrairement à ce que l'on veut nous faire admettre, cette crise n'est pas alimentée par un excès de dépenses publiques mais au contraire par un assèchement des recettes.

Les baisses d'impôt et multiples exonérations de charges patronales auront ainsi coûté la bagatelle de 100 milliards en 2011 sans aucun effet positif sur l'emploi et l'investissement utile.

Comment peut-on dans ces conditions juger crédibles les plans d'austérité supplémentaires qu'il faudrait à nouveau accepter alors que c'est au contraire l'investissement et les salaires qui ouvrent le cercle vertueux d'une économie saine, dynamisée par une autre orientation de l'argent, sortie du carcan de la finance spéculative et orientée vers la création de richesses et la capacité à consommer.

La stagnation du PIB en juillet accompagnée d'une baisse des prix ne peut pas être une bonne nouvelle. Elle alerte sur des risques lourds de récession, dus à une chute de la consommation.

Et si les rapports de forces s'inversaient pour imposer une réelle alternative à l'austérité ?

La crise révèle les blocages de la société et l'urgence de changements profonds à opérer pour y trouver une issue viable et porteuse d'humanité.

En prolongement de ce constat, tous les sondages confirment une tendance forte : Les salariés en général et les ICT en particulier montrent une défiance grandissante à l'égard des directions d'entreprises et de leurs gestions. Celles-ci sont de plus en plus comprises comme étant les simples relais d'actionnaires éloignés et inaccessibles et de leur soif de profits immédiats.

Ingénieurs, cadres et techniciens, de par la place que nous occupons dans l'entreprise et du rôle que nous y jouons, nous sommes soucieux de son avenir et nous

sommes convaincus qu'il passe par l'investissement utile, la formation et l'emploi.

Nous sommes aussi conscients de devenir une cible privilégiée dans les pratiques patronales de l'austérité salariale et de la dépréciation de nos qualifications.

Nous percevons aussi à quel point les politiques de management actuelles sont néfastes à l'entreprise, aux collectifs de travail et à la qualité même de celui-ci. Nous vivons de l'intérieur l'incapacité de ces politiques à répondre efficacement aux défis technologiques de demain, à la nécessaire implication des salariés dans l'organisation de leur travail, facteur pourtant essentiel de qualité et d'engagement professionnel.

Aujourd'hui, il nous est demandé de nous soumettre ou de nous démettre : c'est ainsi qu'est conçue l'adhésion des ICT aux projets d'entreprises, qu'il faudrait accepter à la lettre sans pouvoir intervenir sur leurs contenus, sans pouvoir y exercer notre esprit critique sur leurs finalités et leurs sens, pourtant inhérent à nos formations qui nous portent à réfléchir, proposer, innover.

Avec la CGT des Ingénieurs, cadres et Techniciens, nous avons la possibilité d'accéder à des espaces de liberté et de dialogue pour travailler à reconstruire ensemble nos droits à l'intervention, à proposer d'autres critères de gestion guidés vers des investissements massifs en formation et technologies innovantes.

Car c'est bien de la revalorisation du travail qu'il s'agit avec en corollaire la reconnaissance de nos qualifications, la création d'emplois qualifiés avec des salaires réévalués.

En 25 ans, le salaire moyen en France n'a même pas doublé tandis que les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par 13. Depuis 2004, ceux-ci sont supérieurs aux investissements réalisés.

Se réapproprié notre capacité à peser sur les événements, tel est l'enjeu d'aujourd'hui pour que nous participions à une sortie de crise dans les entreprises et plus largement dans la société.

Nous participons à l'innovation et au progrès de l'efficacité du travail et nous n'acceptons pas qu'ils se fassent au détriment du progrès social.

La CGT appelle les Ingénieurs, Cadres et Techniciens à venir prendre toute leur place dans ce débat ouvert sur des propositions à faire naître, vivre et grandir sur nos lieux de travail.

La sortie de crise passera par l'implication des ICT et leur exigence d'une autre répartition des richesses avec l'augmentation des salaires, la création d'emplois et la baisse du coût exorbitant de la financiarisation de nos entreprises et de l'économie.

Dès maintenant, créons les conditions pour réussir la grande journée de mobilisation inter-professionnelle et unitaire que la CGT propose le 6 octobre.